



**DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°79-2021-188

PUBLIÉ LE 14 DÉCEMBRE 2021

# Sommaire

## **PREFECTURE des DEUX SEVRES / SCSI**

79-2021-12-10-00003 - Arrêté habilitant l'organisme ACTION COM  
DÉVELOPPEMENT à établir les certificats de conformité des dossiers AEC (2  
pages)

Page 3

79-2021-12-10-00002 - Arrêté habilitant la SARL ITUDES à établir les  
certificats de conformité des dossiers AEC (2 pages)

Page 6

PREFECTURE des DEUX SEVRES

79-2021-12-10-00003

Arrêté habilitant l'organisme ACTION COM  
DÉVELOPPEMENT à établir les certificats de  
conformité des dossiers AEC

Service de Coordination et du Soutien Interministériels  
Pôle Environnement  
Secrétariat de la CDAC

**Arrêté préfectoral n° CC-79-2021-12-10-019  
portant habilitation à établir le certificat de conformité  
mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce**

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de commerce, et notamment ses articles L. 752-23 et R. 752-44-2 à R. 752-44-7 ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la nouvelle composition des CDAC, à l'étude d'impact sur le centre-ville et aux organismes habilités par les préfets pour les réaliser ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Xavier MAROTEL, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

VU la demande du 20 octobre 2021, formulée par M. Bernard GONZALES, président directeur général de l'organisme ACTION COM DEVELOPPEMENT sis 47-49 rue des vieux greniers – 49 301 CHOLET ;

VU l'absence de réponse dans le délai réglementaire ;

CONSIDERANT que la demande d'habilitation est réputée complète, depuis le 20 novembre 2021 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : L'habilitation à réaliser les certificats de conformité nécessaires aux projets situés sur l'ensemble du territoire du département des Deux-Sèvres est accordée à :

\* Identité de l'organisme habilité : **ACTION COM DEVELOPPEMENT**

\* Adresse : **47-49 rue des vieux greniers – 49 301 CHOLET**

\* Identité des personnes affectées à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation :

- **M. Bernard GONZALES**

\* Numéro d'identification de l'organisme habilité : **CC-79-2021-12-10-019**

Ce numéro d'habilitation devra figurer sur le certificat de conformité au même titre que la date et la signature de l'auteur du certificat.

**Article 2** : L'habilitation visée à l'article 1<sup>er</sup> est accordée pour une durée de cinq ans, sans renouvellement tacite possible, à compter de la présente décision. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département.

**Article 3** : La demande de renouvellement de la présente habilitation devra être présentée 3 mois avant la date d'expiration.

**Article 4** : Toute modification conduit à la mise à jour, dans le mois, du dossier d'habilitation déposé en préfecture.

**Article 5** : L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice visées à l'article R.752-6-1 du code de commerce.

**Article 6** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de POITIERS (15 rue de Blossac, CS 80541, 86020 - POITIERS cedex) dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité collective.

Il est également possible de déposer un recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire des copies du recours, l'enregistrement sera immédiat, sans délai d'acheminement.

Il peut également être contesté par recours gracieux adressé à l'auteur de la décision sous le présent timbre ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres (4, rue Du Guesclin BP 70000 – 79099 Niort cedex 09). Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le recours administratif ou contentieux ne suspend pas l'exécution de la décision contestée.

**Article 7** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à M. Bernard GONZALES, président directeur général de l'organisme ACTION COM DEVELOPPEMENT.

Fait à Niort, le 10 DEC. 2021

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Xavier MAROTEL

PREFECTURE des DEUX SEVRES

79-2021-12-10-00002

Arrêté habilitant la SARL ITUDES à établir les  
certificats de conformité des dossiers AEC

**Arrêté préfectoral n° CC-79-2021-12-10-018  
portant habilitation à établir le certificat de conformité  
mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce**

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de commerce, et notamment ses articles L. 752-23 et R. 752-44-2 à R. 752-44-7 ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la nouvelle composition des CDAC, à l'étude d'impact sur le centre-ville et aux organismes habilités par les préfets pour les réaliser ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Xavier MAROTEL, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

VU la demande du 31 août 2021, formulée par Mme Stéphanie CORBES, gérante de la SARL ITUDES sise 9 bis, rue Saint-Evrout – 49 100 ANGERS ;

VU l'absence de réponse dans le délai réglementaire ;

CONSIDERANT que la demande d'habilitation est réputée complète depuis le 30 septembre 2021 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** : L'habilitation à réaliser les certificats de conformité nécessaires aux projets situés sur l'ensemble du territoire du département des Deux-Sèvres est accordée à :

\* Identité de l'organisme habilité : **SARL ITUDES**

\* Adresse : **9 bis rue Saint-Evrout 49100 ANGERS**

\* Identité des personnes affectées à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation :

- **M. Paul LANDEMAINE**

\* Numéro d'identification de l'organisme habilité : **CC-79-2021-12-10-018**

Ce numéro d'habilitation devra figurer sur le certificat de conformité au même titre que la date et la signature de l'auteur du certificat.

**Article 2** : L'habilitation visée à l'article 1<sup>er</sup> est accordée pour une durée de cinq ans, sans renouvellement tacite possible, à compter de la présente décision. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département.

**Article 3** : La demande de renouvellement de la présente habilitation devra être présentée 3 mois avant la date d'expiration.

**Article 4** : Toute modification conduit à la mise à jour, dans le mois, du dossier d'habilitation déposé en préfecture.

**Article 5** : L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice visées à l'article R.752-6-1 du code de commerce.

**Article 6** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de POITIERS (15 rue de Blossac, CS 80541, 86020 - POITIERS cedex) dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité collective.

Il est également possible de déposer un recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire des copies du recours, l'enregistrement sera immédiat, sans délai d'acheminement.

Il peut également être contesté par recours gracieux adressé à l'auteur de la décision sous le présent timbre ou par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres (4, rue Du Guesclin BP 70000 – 79099 Niort cedex 09). Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le recours administratif ou contentieux ne suspend pas l'exécution de la décision contestée.

**Article 7** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Mme Stéphanie CORBES, gérante de la SARL ITUDES.

Fait à Niort, le **10 DEC. 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Xavier MAROTEL